

# Étudiants : chacun chez soi, et les locaux seront bien gardés

**De nouveaux locaux sont ouverts depuis mercredi pour les étudiants en blocus après l'exclusion d'une étudiante de l'Arsenal dimanche.**

• **Jérémy DIEUDONNÉ**

**Q**ue de grabuge en pleine période d'examens ! Les étudiants namurois ont assisté à une scène aussi inhabituelle que surprenante ce dimanche. La police a débarqué dans un des locaux d'études de l'université de Namur, l'Arsenal, pour en exclure une étudiante de haute école à la demande de la sécurité. L'institution avait annoncé mi-juin la stricte limitation

des entrées dans ce local à ses étudiants. Le Conseil étudiant de l'Henallux et l'Unécof réagissait ce mercredi en annonçant l'ouverture de nouveaux locaux ouverts à tous pour pallier l'exclusion des non membres de l'université. Quarante places seront disponibles au Mundo-N, à Bomel, et des dizaines d'autres au Forum. « Des étudiants sont venus se plaindre suite à cet incident, explique Opaline Meunier, présidente de l'Unécof. Ils se retrouvaient sans lieu d'étude en plein blocus. Nous avons donc ouvert des locaux dans l'urgence pour leur permettre d'aborder sereinement leurs examens. Les locaux du Forum et du Mundo-N seront ouverts à tous. D'autres, plus petits, seront ouverts par l'Henallux et l'IESN et

seront réservés à leurs étudiants. Au total, il y aura toujours un local disponible de 8 h à minuit en semaine. »

Cette ouverture est évidemment provisoire. « Mais la solution doit venir du POLE, groupe regroupant tous les acteurs namurois de l'enseignement supérieur, poursuit Opaline Meunier. Les étudiants veulent de plus en plus étudier ensemble et il faut donc une solution globale. Et puis, si chacun reste chez soi, bonjour les échanges... » ■

**« Les étudiants veulent de plus en plus étudier ensemble et il faut donc une solution globale. »**

## Qualité ou solidarité ? Le débat...

**L'université justifie l'exclusion des étudiants en hautes écoles par un manque de place.** Pas de quoi convaincre tout le monde.

**L'**exclusion de l'étudiante a provoqué un torrent de réactions et de critiques sur les réseaux sociaux. « Quand étudier devient crime... », lisait-on là. « Cessons l'élitisme universitaire. Où est passée la solidarité ? », lisait-on ailleurs. Mais comment en est-on arrivé là ?

**Une surcharge**

La décision date de juin 2016. Les locaux d'étude de l'université sont débordés d'étudiants et la formule est victime de son propre succès. L'UNamur ne parvient plus à assurer la sécurité et la propreté des locaux, bien mi-

ses à mal par certains. Elle décide alors de fermer provisoirement tous les locaux puis les rouvre en limitant l'accès aux seuls étudiants de l'université. « On ne voulait exclure personne mais on ne pouvait pas non plus accueillir tout le monde, explique l'Assemblée générale des étudiants. C'était ingérable. » L'AGE rappelait au même moment aux étudiants que « l'avenir de ce projet est entre vos mains, ne le faites pas disparaître. » Aucun problème particulier n'est à déplorer depuis... jusqu'à dimanche passé. « Cette jeune fille n'avait pas sa carte d'étudiante, explique l'université. Le garde lui a demandé de sortir. Elle a refusé. La sécurité a donc appelé la police. Était-ce nécessaire ? C'est aux gardes de juger. »

Du côté de l'Unécof, on comprend le choix de l'université... mais regrette d'en arriver à appeler la police. « Cette étudiante était claire-

ment en tort. Elle connaissait le règlement et a envoyé bouler le garde. Mais de là à faire venir la police. Ils ont certainement autre chose à faire. Et il y a une nette disproportion entre le délit et la réaction. »

**Une solution conjointe**

Un point commun entre tous les acteurs concernés : ils déplorent l'incident de ce dimanche... et appellent à une meilleure concertation entre l'université, les hautes écoles et les étudiants. « Nous sommes en contact avec les conseils d'étudiants des différentes hautes écoles namuroises pour trouver une solution, explique-t-on à l'AGE. Mais ça doit passer par le POLE et les institutions sont trop occupées avec la seconde session pour le moment. On peut toutefois assurer qu'il y aura une solution globale et conjointe pour la prochaine session d'examens. » ■

**J.D.**